Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2007)

Heft: 1724

Artikel: Alors que les scandales secouent le Tessin, les socialistes visent un deuxième siège au gouvernement

Autor: Helbling, Gianfranco / Danesi, Marco

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024252

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Alors que les scandales secouent le Tessin, les socialistes visent un deuxième siège au gouvernement

Gianfranco Helbling, rédacteur en chef de Area (6 mars 2007)

L'issue des prochaines élections cantonales tessinoises, fixées au 1er avril, baigne dans l'incertitude. Des scandales à répétition et la fin probable d'une période «néolibérale» pourraient ébranler le parlement et modifier passablement la composition du gouvernement - actuellement un socialiste, un représentant de la Lega dei Ticinesi, deux libéraux radicaux et un démocrate-chrétien (PPD). En réalité, rien n'est sûr. Le vote des Tessinois, très fidèles à «leur» parti, bouleverse rarement les équilibres politiques . Cependant, les socialistes visent un deuxième siège au Conseil d'Etat. Il s'agirait d'un résultat historique, difficile à réaliser, certes, mais pas impossible.

Pour réussir à dynamiter l'exécutif, élu au système proportionnel, le parti socialiste doit devancer le PPD et espérer que la Lega reste en dessous de 11-12% des voix qui lui permettraient de reconduire le très populaire Marco Borradori. Tout le contraire de son parti, en perte de vitesse, incapable de tenir ses promesses et pénalisé par les déboires judiciaires de quelques-uns de ses membres. De plus, l'échec d'un accord avec l'UDC – qui gagne des voix sans vraiment faire un tabac – semble la condamner. Ainsi, seule une poignée de suffrages risque de départager PS, PPD et Lega.

L'atout du PS s'appelle Patrizia Pesenti, conseillère d'Etat sortante, responsable de la santé publique et des affaires sociales. Elle est devenue populaire le 17 octobre 2003, quand ses collègues du collège lui ont retiré une partie de ses prérogatives car elle s'opposait aux coupes budgétaires prévues dans son département. Rapidement réintégrée dans ses fonctions sous la pression de l'opinion publique, elle mène campagne avec deux autres femmes - Marina Carobbio et Kandemir Bordoli Pelin – ainsi qu'avec le président du parti cantonal, Manuele Bertoli, et l'expert en dialectes Franco Lurà, choisi par le congrès socialiste contre l'avis de la direction.

En revanche, la présence d'une liste indépendante des Verts réduit quelque peu les chances de la gauche. A l'avantage de Marco Borradori de la Lega, un ministre de l'environnement plutôt indifférent aux questions écologiques et du PPD qui présente deux candidats, même si son opportunisme et un certain effacement pourrait lui coûter cher au moment du vote.

Radicaux contre libéraux

Les déchirements et les conflits au sein du parti libéral radical (PLR) animent la campagne dans le camp bourgeois. Le PLR vit depuis toujours tiraillé entre une âme «libérale» franchement à droite – bien enracinée à Lugano et dans les bastions économiques du canton – et une autre «radicale», modérée – majoritaire à Bellinzone, la capitale. Au gouvernement, Marina Masoni, responsable des finances et de l'économie, appartient à l'aile libérale – elle est soutenue par le syndic de Lugano, Giorgio Giudici, et par les milieux des banques et des assurances - alors que Gabriele Gendotti, chef du Département de l'éducation, de la culture et du sport, se réfère volontiers à l'aile radicale.

Le «fiscogate», éclaté en 2006, a détérioré encore plus les rapports entre les deux camps. Le scandale a mis en lumière l'état déplorable du fisc tessinois. Surcharge de travail,

taxations négligées, lenteurs administratives, informatique indigente, défiance des contribuables. Parmi les cas en attente, l'enquête a aussi découvert celui d'une fondation créée par la famille de Marina Masoni au Liechtenstein, ensuite transférée à Schwytz. Afin de remettre un peu d'ordre dans la maison, l'exécutif a confié les impôts à son collègue de parti Gendotti, suscitant la colère de l'aile libérale. Depuis, le gouvernement tessinois a retrouvé une certaine harmonie.

Il faut dire que la population ne porte pas Marina Masoni dan son coeur. Les résultas décevants de sa politique néolibérale, impuissante face à une conjoncture médiocre, se retournent contre elle. Les baisses d'impôts, au lieu d'améliorer le bien-être des citoyens, ont abouti à la réduction des prestations .

Le président du PLR, Giovanni Merlini, a longtemps espéré que Marina Masoni retire sa candidature. En vain. Le parti a alors décidé de lancer la conseillère nationale Laura Sadis, bien vue par l'économie locale, mais proche de l'aile radicale. Sadis, qui devance Marina Masoni dans les intentions de vote, pourrait bel et bien priver cette dernière de son siège au gouvernement. Du jamais vu au Tessin. Le combat entre les rivales fait des étincelles via les deux plus grands quotidiens du canton : Il Corriere de Ticino, proche de Masoni et La Regione, porte-voix des centristes.

«Asfaltopoli» envenime davantage la situation. La Commission fédérale de la concurrence a dénoncé un cartel de l'asphalte dans un rapport publié au début de l'année. Une vingtaine d'entreprises se seraient entendues pendant des années afin d'augmenter les prix aux dépens de l'Etat, se partageant à tour de rôle les mandats. Aux commandes de ces sociétés figuraient des personnalités en vue des radicaux : Fulvio Pelli, par exemple, président du parti national, ou Ugo Sadis, le père de Laura et ancien conseiller d'Etat de 1971 à 1983.

Or, les «affaires», nombreuses ces derniers temps, dominent la campagne électorale. Comme celle qui a impliqué Giuseppe Stinca, ancien directeur de l'Office du tourisme tessinois, parrainé en son temps par Marina Masoni et le syndic de Lugano. Bénéficiant d'un salaire de ministre, il a non seulement failli à sa mission – réorganiser la branche – mais il a également été condamné pour évasion fiscale. Ou encore l'attribution de mandats par l'administration cantonale à des proches du PLR ou du PPD, sans véritable mise au concours. C'est pourquoi transparence, légalité et moralité dans la gestion du bien public occupent les débats dans un petit canton, fermé, parfois incestueux. Les citoyens, las d'un Etat otage des clientèles et des intérêts privés, semblent prêts à changer de cap et à voter socialiste, si l'on en croit les derniers sondages.

En effet, le PS, étranger aux pratiques malsaines des ses adversaires, n'a jamais renoncé à les dénoncer avec fermeté, surtout depuis l'arrivée à l'exécutif de Masoni et Borradori, premiers responsables du virage à droite du gouvernement. Il s'est également opposé aux baisses d'impôts, dont il a toujours souligné les risques, et au démantèlement des services publics. Peut-être les Tessinois comprendront-ils enfin qu'un deuxième socialiste au Conseil d'Etat pourrait être le gage de la modernisation du canton.

Traduction de Marco Danesi, version originale en italien
Area est un hebdomadaire tessinois de critique sociale